

Table des matières

ÉDITORIAL	3
REGARDS SUR L'EUROPE 5	
Pierre Defraigne, l'analyste	4
L'EUROPE & NOUS	
Erasmus, le chaud et le froid	10
En Europe des budgets de l'éducation sous le sceau de l'austérité.....	11
Commission cherche citoyen européen.	12
NOUVELLES DE L'ASSOCIATION	
La section AEDE-CANARIAS, l'histoire d'un succès	14
ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS	
A propos de l'ouvrage de Max Gallo, 1914, le destin du monde	16
P. Nothomb, Dans Stanleyville	18
C. McCann, Transatlantic	20
Le château de Waroux et l'exposition sur Toulouse-Lautrec.....	22
Une journée au Musée des Beaux-Arts pour Europalia-Indes	23

Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :

- *Rédaction : Ph. Plumet, Th.Jamin, B. Guillaume, P. Defraigne, M-C. Sour, J.M.Vega-Perez*
- *Recherches : M. Prignon*
- *Dessins : S. Duhayon-Serdu*
- *Secrétariat : M. Rebeschini*
- *Gestion administrative : Y. Tinel*

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

(yves.tinel@aede-el.be)

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>



Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Si vous appréciez nos initiatives, soutenez-nous en remplissant le virement ci-joint.

Éditorial

Alors que je m'apprête à écrire cet éditorial, une amie poste sur son "mur" une vidéo de musique¹. Elle circule depuis une bonne année sur les réseaux sociaux et fait un tabac. L'œuvre est le mouvement le plus connu de la 9e symphonie de Beethoven, cet Hymne à la Joie dont nous avons longuement parlé dans un précédent numéro (BI n° 4 - 2012).

La particularité de ce concert est qu'il a lieu sur une petite place de la ville espagnole de Sabadell, interprété par un orchestre qui se constitue peu à peu, devant des curieux dont le nombre croît sans cesse. En langue d'aujourd'hui, ça s'appelle un flashmob, même si pas mal de spectateurs semblent des non initiés.

Je connais la vidéo et je l'ai déjà regardée plusieurs fois mais j'éprouve toujours la même émotion, devant la musique comme devant le spectacle de tous ces gens d'âges, de cultures, de milieux sociaux différents qui s'arrêtent, photographient, s'enlacent, joignent les mains, chantonnent en marquant le rythme. De tous ces enfants aussi qui dansent en battant des mains, grimpent pour mieux voir, se taisent pour écouter.

Il y a là quelque chose qui vous élève le cœur, qui apaise les tensions et éveille à la fraternité. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi cet hymne fut choisi comme emblème du Conseil de l'Europe et de l'Union Européenne. Il a surtout le souffle de l'enthousiasme.

Oui mais ... que reste-t-il de cet enthousiasme, de ce souffle fondateur au sein de notre Communauté, embourbée dans une crise qui fait exploser les solidarités, mobilise la défense des intérêts partisans, attise les discussions de gamins où chacun veut retrouver ses billes, provoque la méfiance et les crispations identitaires ?

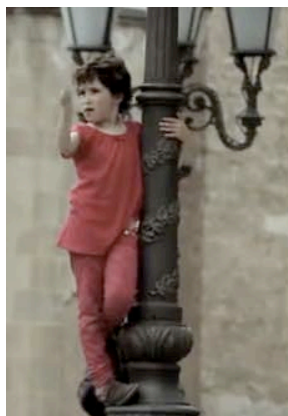
Et puis cette crise économique n'a-t-elle pas bon dos ? A-t-elle déchiqueté une œuvre dynamique et vivace ou plus simplement révélé des faiblesses originelles ?

Ce numéro n'éluera pas ces questions, il proposera diverses réponses et relatera quelques réalisations du monde de l'éducation qui permettent de pratiquer le pessimisme actif, cher à notre invité Pierre Defraigne.

L'enthousiasme reposait peut-être sur un mythe, celui d'un idéal qui avait réuni les nations hier ennemies pour édifier une Europe meilleure. Si on doit faire le deuil de ce mythe, il n'est peut-être pas impossible de construire un futur réaliste et positif.

Restera à le rendre enthousiasmant, c'est le vœu que nous tous, membres de l'AEDE-EL, nous formulons pour l'année qui vient.

✍ T. Jamin, éditrice responsable



**Meilleurs vœux pour une année 2014
pleine de rythme, d'enthousiasme et d'unité**
L'équipe de l'AEDE-EL



¹<http://www.youtube.com/watch?v=GBaHPND2QJg>

REGARDS SUR L'EUROPE 5

L'analyste, Pierre Defraigne

Économiste, fonctionnaire européen de 1970 à 2005, Pierre Defraigne est actuellement Directeur exécutif de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe. Directeur général adjoint à la DG Commerce après avoir été Chef de Cabinet de Pascal Lamy, Commissaire européen au Commerce, Pierre Defraigne a été Directeur des Relations Nord-Sud entre 1985 et 1999 et auparavant Chef de Cabinet d'Etienne Davignon, alors Vice-président de la Commission européenne. Il a établi eur-IFRI, la branche bruxelloise de l'Institut français des Relations internationales, qu'il a dirigée entre 2005 et 2008.

Pierre Defraigne enseigne l'économie politique au Collège d'Europe (Bruges). Il est aussi Professeur associé à l'Université de Zhejiang (Chine). Ses intérêts vont à la politique économique internationale, à l'économie politique et aux relations avec les pays en développement.



"Cette photo provient de www.readmylips.be/fr/orateurs/pierre-defraigne un site particulièrement intéressant qui vise à diffuser des conférenciers de qualité pour élargir les connaissances et partager des valeurs".

Depuis de nombreuses années, nous avons la chance de compter Pierre Defraigne au nombre de nos sympathisants. Malgré ses lourdes responsabilités et un agenda surchargé, entre deux déplacements en Asie, il a accepté de consacrer de son temps pour répondre aux questions de notre ancien président, Benoît Guillaume, par ailleurs un de ses amis de longue date. Ce sont des propos recueillis au cours d'un long entretien à bâtons rompus, au cours duquel il a posé un diagnostic sur la « maladie » de l'Europe, sur la crise, l'euro, évoquant le rôle des citoyens, des partis, le « rôle néfaste du néolibéralisme », la responsabilité de la Commission, le rôle des associations européennes comme la nôtre. Mais ce qui nous a frappé et étonné dans ses propos c'est quand il a affirmé que « L'Europe s'est construite sur une mystification ». Cependant il termine en affirmant son espérance en une Europe plus juste.

La première question posée a porté sur ses débuts à la Commission : *Vous avez trente ans quand vous devenez fonctionnaire européen. Quels sentiments éprouviez-vous à ce moment-là ?*

À l'origine, il y avait l'enthousiasme...

Du moment qu'on rejoint l'Europe en 1970, on est évidemment porté par l'enthousiasme de la construction européenne qui prend de l'ampleur et c'est cela qui prévaut comme sentiment. Il est clair qu'aujourd'hui les choses sont tout à fait différentes puisque l'Europe ne sait plus où elle va : elle n'a plus de projets, elle n'a pas de frontières définies, elle est en désaccord sur des choses fondamentales comme le modèle social ou comme le degré d'autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis. Son avenir est aujourd'hui plus incertain que jamais. Du coup, ce qui prévaut chez moi, ce n'est

plus l'enthousiasme, mais la détermination pour surmonter ces obstacles et pour faire en sorte que la constitution politique de l'Europe prenne le relais de la construction économique qui est dans une impasse.

La maladie de l'Europe ?

La maladie de l'Europe, c'est fondamentalement un désaccord sur le but final de l'entreprise. Cette affaire n'a jamais été éclaircie. L'Europe s'est soi-disant construite sur la réconciliation franco-allemande, mais c'est un mythe. Dans la réalité, les Français ont été poussés à accepter la remilitarisation de l'Allemagne en 1950 parce que l'Amérique craignait que la pression de la Russie et des pays satellites sur l'Europe, qui pesait d'abord sur l'Allemagne, ne fasse basculer l'Europe de l'Ouest dans le camp soviétique. Pour arrêter cette pression, il y avait bien sûr le plan Marshall qui visait à reconstruire l'Europe et à la rendre plus prospère et donc plus stable politiquement; il y avait aussi l'idée qu'il fallait permettre à l'Allemagne de se remilitariser. On a donc voulu, à travers la CECA, que la France obtienne des garanties, à savoir qu'en regard de cette remilitarisation, on aurait un contrôle européen sur le charbon et l'acier. Ceux-ci sont paradoxalement les armes à la fois de la guerre et de la paix, c'est-à-dire de la reconstruction et en même temps de la puissance militaire. C'est le deal qui a prévalu et qu'on a dissimulé. Je crois qu'une des grandes faiblesses de l'Europe est de ne jamais avoir éclairci ses origines et d'avoir vécu dans une mystification, une automystification qui aujourd'hui nous dessert tout à fait. L'Europe s'est faite essentiellement sur la pression américaine face à la menace russe point barre. Et on a pris la porte, je dirais, de secours, pour construire l'Europe à partir de l'économie au lieu de le faire par la politique, c'est-à-dire essentiellement par l'armée et la diplomatie : cela tient à ces circonstances historiques très particulières.

L'enjeu actuel de la crise ?

Maintenant, l'Europe doit clarifier ses choix et dire : « voilà ! Nous voulons exister comme entité à la fois politique et économique, avec une capacité stratégique propre ». C'est cela l'enjeu actuel de la crise ! Il n'est nulle part ailleurs ! Et dès lors cette crise apparaît dans la zone euro, qui est la pointe la plus avancée de l'intégration, parce qu'on a réalisé une unité monétaire sans solidarité budgétaire et financière. Et on est maintenant, sous une double pression, celle de la crise de Wall Street depuis 2008 et celle de la mondialisation, et avec le risque que l'unité de l'euro zone soit en question. L'euro zone peut à tout moment exploser sous l'effet soit d'une crise bancaire, soit d'une crise politique dans des pays sous programme d'ajustement, voire en Italie ou en France ! Il faut donc parer au plus pressé, sauver l'euro, sans quoi l'UE toute entière va se déglinguer, c'est-à-dire que le marché unique va se morceler, la libre circulation va être remise en question, et surtout, l'Europe dans le monde ne va plus peser du tout, alors même que la vraie raison de faire l'Europe aujourd'hui, ce sont les changements dans l'équilibre mondial. Nous avons en effet à faire face à des pays émergents, des grandes puissances continentales comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, etc. Nous ne pouvons aborder ces changements avec confiance que si nous sommes unis, car nous avons la taille qu'il faut. Mais si nous sommes désunis, nous devenons des oiseaux pour le chat, et cela c'est le véritable enjeu de la construction européenne aujourd'hui. Je constate donc ce décalage entre d'une part un monde qui grandit et qui gagne en puissance autour de nous et d'autre part l'Europe qui, par le vieillissement du continent, perd en poids relatif même si on a compensé pour partie ce déclin relatif par les élargissements successifs. Mais les accessions répétées de nouveaux États ont un coût caché, qui est l'hétérogénéité. Le désaccord sur les finalités ultimes, sur les frontières, le

modèle, le degré d'autonomie stratégique, tout cela s'aggrave avec les élargissements. Plus l'UE s'étend vers l'Est, plus elle est confrontée à cette difficulté-là. Aujourd'hui, il est clair que l'Europe n'assure plus son rôle de protection du citoyen. L'Europe, au lieu de converger vers un modèle social ambitieux commun, met en compétition des modèles sociaux nationaux dans une compétition qui est en réalité une course au moins disant social et fiscal. Par exemple, il est aberrant que, dans un marché unique, avec une monnaie unique, on laisse les pays se livrer une concurrence fiscale tout à fait sauvage, que ce soit en matière d'impôt des sociétés ou en matière d'imposition des actifs financiers, par exemple de l'épargne. C'est inacceptable. Du moment qu'il y a la libre circulation des capitaux et des entreprises, on devrait avoir un régime fiscal commun. Si on ne le fait pas, on affaiblit les moyens des États et par là on mine les systèmes de solidarité sociale. À mon sens, pour les Européens, c'est la question la plus fondamentale qui se pose à l'Europe aujourd'hui, c'est de passer d'une concurrence entre des modèles sociaux nationaux à une convergence vers un modèle social européen commun ambitieux, tout en respectant la contrainte dans laquelle nous vivons, qui est l'ouverture de nos économies.

Et les citoyens là-dedans ?

Le citoyen ? Il faut que le citoyen se réveille ! Le citoyen doit cesser de se comporter en victime, en usager, même plus grave encore, en mineur politique irresponsable. Les citoyens doivent prendre leurs responsabilités, les citoyens doivent s'intéresser, s'investir dans l'Europe. C'est leur seule possibilité de sortir de la crise, d'affronter le monde dans des conditions qui nous permettent de maintenir nos ambitions sociales, culturelles, politiques ! Le citoyen doit s'interroger sur sa passivité, son apathie, son désenchantement. C'est la responsabilité individuelle de chacun. On ne peut pas exonérer le citoyen de cette responsabilité.

Est-ce réaliste d'espérer ce qu'Angela Merkel ne cesse de dire : créons un noyau dur, une Europe politique !

Je pense que l'Europe politique est la condition absolue du sauvetage de l'euro et encore plus de l'affirmation de l'Europe dans le monde.

Pas à 28 !

Je ne crois pas que, dans un premier temps, on le fasse à 28. On doit le faire à mon sens à partir de l'euro zone, en acceptant que, à la limite, certains pays quittent l'euro zone, et d'autres, je pense à la Pologne, entrent dans l'euro zone. Il faut que l'euro zone ait quand même une certaine qualité politique pour devenir le noyau d'une Europe à deux vitesses.

Cela veut dire que l'Espagne et la Grèce, par exemple, devraient sortir de l'euro zone ?

Je ne dis pas quel pays devrait sortir ! Ne devront sortir de l'euro zone que les pays qui ne se sentent pas en mesure d'accepter le deal final, qui sera un équilibre entre discipline et solidarité. Si, pour un pays, il y a trop de discipline et pas assez de solidarité, il est possible que ce pays préférera légitimement, raisonnablement, quitter l'euro zone. Je ne crois pas que l'Espagne fera ce calcul-là mais on ne peut pas exclure que la Grèce le fasse, mais c'est l'affaire de la Grèce, ce n'est pas à nous à écarter un pays.

D'une façon un peu simpliste, êtes-vous pessimiste ou optimiste ?

Déterminé. - *C'est-à-dire ?* - Déterminé à ce que les choses qui sont nécessaires deviennent possibles. Je crois que c'est cela la noblesse de la politique. C'est, à un moment donné, la politique qui fait la différence. Nous sommes à un de ces moments de l'Histoire où la politique doit reprendre le pas sur le marché. Aujourd'hui, rien ne devrait importer plus aux citoyens, au-delà de leurs préoccupations personnelles, qui sont légitimes, que de se mobiliser pour donner un avenir à l'Europe, sinon pour eux-mêmes, en tous les cas pour leurs enfants.

Quelles sont les erreurs que la Commission a commises d'après vous ?

La Commission est tombée, il y a une trentaine d'années, peu après l'instauration du marché unique, dans une philosophie politique qui est véritablement mystificatrice pour l'Europe : c'est l'idée de la croissance à tout prix, même si elle aggrave sévèrement les inégalités à travers l'accroissement du chômage et si elle dégrade l'environnement. Sur l'environnement, on a limité les dégâts, mais sur le social, on a aggravé les choses. Et cela c'est un choix politique qui a été fait, pas seulement par la Commission et par les chefs d'États dans la Stratégie de Lisbonne qui s'est avérée une erreur historique majeure. La Stratégie de Lisbonne 2000-2010 visait en effet à faire de l'Europe 'l'économie de la connaissance la plus avancée du monde', mais sans s'en donner les moyens. On a donc simplement mis les États en rivalité, c'est tout. On n'a pas créé de politique commune, on n'a pas mobilisé des moyens. On n'a pas harmonisé la fiscalité et les droits sociaux. L'Europe a une responsabilité énorme dans l'échec de cette stratégie.

C'est la deuxième fois que vous employez le mot « mystification ». L'Europe s'est construite sur une mystification et ici ça continue.

Je pense qu'il y a dès le départ un décalage entre la réalité et le discours. La légende dorée de la réconciliation franco-allemande ne tient pas en 1950. Le traité franco-allemand de l'Élysée date de 63. Cela arrive bien après la fin de la guerre.

Quid du néo-libéralisme ?

Aujourd'hui la mystification est véritablement la conversion de l'Europe institutionnelle à l'approche néolibérale. Je crois qu'on n'en dira jamais assez de mal. Le néolibéralisme est une perversion du libéralisme. Quelque part nous sommes tous libéraux. Du moment qu'on accepte l'économie de marché, nous sommes des libéraux. Mais de là à dire que le marché c'est mieux et est toujours efficient, ce qui

a été l'affirmation des néolibéraux, c'est à mon avis véritablement abuser l'opinion. Malheureusement, cette tromperie n'a pas seulement touché les partis de droite mais une grande partie de la gauche s'y est fait prendre avec Blair et Schroeder ! Donc en Europe on a tout d'un coup cru naïvement qu'en jouant la croissance à tout prix, sans regarder la montée des inégalités, la montée de l'endettement, on arriverait à un résultat intéressant. Maintenant, on est dans une impasse : les inégalités explosent et l'endettement nous écrase. Il n'y a plus de croissance, on est dans l'impasse du néolibéralisme en Europe.

Qu'est-ce qu'il faudrait faire à votre avis pour créer chez le citoyen monsieur tout le monde un sentiment d'identité européenne ?

Je dirais que c'est le rôle des partis politiques de le faire. Mais il faudrait pour cela avoir de partis politiques européens, ce qui n'existe pas encore ! Les Verts ont un parti plus ou moins européen, mais le PPE est un agrégat de parti nationaux très disparate dans lequel il y a à boire et à manger, une chose et son contraire. Au fond, les socialistes, assez curieusement, ne sont pas très différents du PPE. C'est la même hétérogénéité ! Aujourd'hui, il n'y a pas d'unité du parti socialiste européen entre Allemands et Français sur le dilemme discipline-solidarité : les Allemands sont pour la discipline, les Français pour la solidarité. En tout cas un parti socialiste européen qui n'arrive pas à réaliser son unité sur une question aussi fondamentale ne peut pas mobiliser le citoyen. Donc, c'est ça le travail à mener à bien : construire des partis paneuropéens qui s'adressent aux citoyens en disant dans chaque pays la même chose. C'est cela le pont aux ânes de l'Europe : la création de partis politiques véritablement transnationaux et non des agrégats de partis nationaux comme le sont les groupes politiques au Parlement européen !

Croyez-vous qu'une association comme la nôtre est capable de jouer un rôle là-dedans ?

Uniquement si vous cherchez la vérité !

C'est-à-dire la rigueur dans l'apport d'explications historiques. L'AEDE, qu'on le veuille ou non, est un des canaux par lesquels s'est faite l'information européenne au fil des décennies. Et cette information a été, il faut bien le dire, formidablement téléguidée. *Par qui ?* Je crois essentiellement par la Commission. La Commission a commis l'erreur stratégique de penser que le discours européen doit aller du sommet vers la base, « top down », alors que, pour créer une conscience européenne, une communauté de destin - je crois que c'est le mot-clé - il faut aussi une remontée des questionnements et des interpellations vers l'Europe, l'approche « bottom up ». C'est l'erreur de la Commission, d'avoir cru toujours qu'elle détenait une vérité indiscutable. Il y a un côté très dogmatique dans la pensée institutionnelle européenne. Il faut rompre avec cela. Il faut faire de l'Europe un champ politique ouvert, où l'on puisse à la fois être européen et de droite, ou européen et de gauche. Mais c'est le mur à franchir pour créer une capacité citoyenne suffisante.

Optimisme ou pessimisme ?

Je vais rappeler ce que disait Bernanos : « les optimistes sont des imbéciles heureux et les pessimistes des imbéciles malheureux » ! Alors moi je préfère comme Gramsci combiner « le pessimisme de l'intelligence avec l'optimisme de la volonté ». Et je suis au fond un pessimiste actif.

C'est une belle formule. Et votre action à Madariaga, pouvez-vous nous en parler ?

Mon action, elle est très simple. Nous travaillons sur deux fronts. Le front intérieur, c'est la « Controverse citoyenne » qui, sur tous les sujets met en présence deux points de vue différents ! Je pense que devant la complexité des sujets européens, une façon d'éclairer les enjeux pour le citoyen, c'est de procéder à une approche 'orthogonale' du même problème. Et tout d'un coup, les gens peuvent se faire une meilleure idée de ce

qui est en jeu et de ce que peut être leur point de vue. Donc à la Fondation Madariaga-College de l'Europe, nous réagissons contre tout discours dogmatique du haut vers le bas, en croisant deux points de vue différents, gauche-droite, intergouvernemental ou communautaire, Nord-Sud ! Nous pouvons ainsi proposer une meilleure appréhension de sujets très compliqués, comme les OGM, la régulation financière, le conflit avec la libre circulation des travailleurs, les niveaux de protection sociale. Ce sont des sujets extraordinairement importants pour les gens, mais on ne peut les comprendre que si on a deux sons de cloche. C'est ce que j'appelle chez nous les 'controverses citoyennes'.

Je suis persuadé que vous ne vous battriez pas comme ça si vous ne croyiez pas arriver quand même à une construction européenne.

Ah oui ! Moi je suis en définitive porté par l'espérance, qui est plus fondamentale que l'optimisme. C'est un choix qui est fondateur pour le chrétien que je suis. Un chrétien est un homme habité par l'espérance et qui du coup a un sens de l'Histoire qui pour lui va de l'alpha à oméga selon le mot de Teilhard de Chardin.

Est-ce que vous sentez la même chose chez d'autres personnes, qui comme vous travaillent pour l'Europe, qu'ils soient chrétiens ou pas, l'espérance n'est pas nécessairement chrétienne, seulement chrétienne.

Bien entendu ! Il est d'autres sources d'inspiration spirituelle et l'humanisme laïc compte énormément. Mais le christianisme européen, lui, est en crise. Je pense que c'est une question extrêmement grave que celle-là. Nous sommes quelques-uns à réfléchir ensemble sur le thème « quelle Église pour quelle Europe ? » Nous nous disons que l'implosion du christianisme en Europe, qui est un fait avéré, n'est sans doute pas étrangère au défaut de souffle de la construction européenne. La sécularisation très radicale de l'Europe n'est pas sans lien avec

l'enlèvement de l'Europe. Il y a un assèchement de la source. Et si on ne remplace pas cette source par une autre, on manquera d'inspiration. Je veux dire que le christianisme a été, avec les Lumières qui le prolongent, une des inspirations fondatrices de l'élan européen depuis le Moyen Âge. Mais plus près de nous, les travailleurs qui ont combattu pour leurs droits fondamentaux au 19^{ème} siècle, qui ont osé les premières grèves, qui se sont dressés, la poitrine nue, contre les carabines des gendarmes, ont aussi approché quelque chose de fondamental dans la construction européenne. Ils ont construit une société européenne plus

avancée, plus moderne, plus juste. Et je pense que ces sources-là, il faut les réactiver, car elles sont pour le moment en train de se tarir.

La véritable tragédie de l'Europe, non comme UE, mais comme société européenne, serait d'accepter la technologie et le capitalisme de marché comme horizons indépassables. L'Europe a aussi besoin de transcendance pour advenir comme espace de civilisation.

Quelle belle formule pour terminer ! Un grand merci Pierre Defraigne !

*✍ Propos recueillis par B. Guillaume
9 novembre 2013*



UNION EUROPÉENNE

L'Europe décerne son prix

Le mercredi 4 décembre a été attribué le prix du Livre Européen, créé en 2007 pour un essai et un roman qui donnent une vision positive de l'Europe. Aux côtés de Arnaud Leparmentier pour son " Les Français fossoyeurs de l'Europe", c'est Eduardo Mendoza qui a été couronné pour son polar-vaudeville historique diablement intelligent (dixit Guy Duplat dans la Libre) intitulé "Bataille de chats" ou un Anglais à Madrid paru chez Seuil. A placer sous le sapin ou à se faire offrir.



UNION EUROPÉENNE

Pauvreté : aide maintenue à 3,5 milliards d'euros sur 7 ans

Le Parlement européen et les gouvernements ont trouvé un accord jeudi pour maintenir l'aide aux plus démunis à 3,5 milliards d'euros sur sept ans, a annoncé la Présidence lituanienne du Conseil européen. Ces fonds pour 2014-2020, que les Etats voulaient au départ limiter à 2,5 milliards d'euros, alimenteront le «Fonds européen d'aide aux plus démunis» (Fead), qui doit prendre le relais du précédent programme d'aide alimentaire, également doté de 3,5 milliards, pour 2007-2013. La participation de chaque Etat sera obligatoire, contrairement à ce que certains des 28 avaient réclamé dans un premier temps. L'UE cofinancera les programmes à hauteur de 85% et même de 95% «pour les pays les plus lourdement frappés par la crise», comme la Grèce, a précisé le Parlement européen dans un communiqué.

lesoir.be, rédaction en ligne, 28 novembre 2013

L'EUROPE & NOUS

Erasmus : le chaud et le froid

Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises les programmes d'échange concernant le monde de l'éducation. Si nous revenons dessus, c'est que même les Eurosceptiques n'hésitent pas à envoyer leurs enfants dans une université d'un autre pays de l'UE ... C'est dire qu'il s'agit là d'un des pans les plus connus, les plus utilisés et les plus appréciés de notre politique commune.

Il est donc normal que tout ce qui lui arrive provoque des réactions.

Ainsi les Espagnols ont bruyamment manifesté lorsque leur gouvernement a décidé de supprimer en cours d'année un certain nombre de bourses Erasmus. Son décret, publié en toute discrétion, voulait concentrer les aides sur les étudiants aux revenus les plus faibles, ce qui d'après ses calculs donnaient à ceux-ci une mensualité de 233 euros alors que dispersée sur tous les bénéficiaires du programme, elle se réduisait à 38 euros. Publiée alors que l'année académique est déjà commencée, elle mettait devant le fait accompli des milliers d'étudiants espagnols déjà installés dans différents pays de l'U.E.

Mais, heureusement pour eux, le ministre de l'Education José Ignacio Wert s'est heurté à un véritable tir de barrage aussi bien des politiques de son pays que de la Commission: le budget restera inchangé mais pour cette seule année.

Il est vrai que cette démarche allait totalement à l'encontre des projets développés récemment par l'Europe.

En effet, dans sa dernière "news letter", Androulla Vassiliou, la Commissaire responsable de l'éducation, de la culture, multilinguisme et de la jeunesse détaille avec enthousiasme le nouveau plan, Erasmus+ qui vient d'être approuvé par le Parlement Européen.

"Destiné à améliorer les compétences et l'employabilité, ainsi qu'à soutenir la modernisation des systèmes d'éducation,

de formation et de jeunesse, ce programme Erasmus +, étalé sur sept ans, sera doté d'un budget de 14,7 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport aux programmes actuels. Plus de quatre millions de personnes bénéficieront d'une aide pour aller étudier, suivre une formation, travailler ou faire du bénévolat à l'étranger, dont deux millions d'étudiants de l'enseignement supérieur, 650.000 étudiants en formation professionnelle ou en apprentissage et plus de 500.000 jeunes désireux de participer à des échanges ou de faire du bénévolat à l'étranger. Les étudiants envisageant d'effectuer un master complet à l'étranger, qui peuvent rarement prétendre à des bourses ou à des prêts nationaux, bénéficieront d'un nouveau mécanisme de caution de prêts géré par le Fonds européen d'investissement. Erasmus+ accordera également un appui financier aux enseignants, aux formateurs et aux animateurs de jeunesse, ainsi qu'aux partenariats entre universités, établissements d'enseignement supérieur, écoles, entreprises et organisations à but non lucratif. "Je me réjouis, dit-elle, de l'adoption d'Erasmus+ par le Parlement européen et je suis fière de l'augmentation budgétaire de 40 % que nous avons réussi à obtenir par rapport à nos programmes actuels, preuve s'il en est de l'engagement de l'UE en faveur de l'éducation et de la formation. Erasmus+ contribuera aussi à la lutte contre le chômage des jeunes en leur offrant la possibilité d'accroître leurs connaissances et leurs compétences en vivant une expérience à l'étranger. En sus des bourses accordées aux particuliers, Erasmus+ soutiendra l'établissement de partenariats destinés à faciliter le passage du monde de l'enseignement à celui de l'emploi, ainsi que des réformes visant à moderniser l'enseignement et à améliorer la qualité de l'éducation dans les États

membres, mesures essentielles si nous voulons doter la jeune génération des qualifications et des compétences dont elle a besoin pour réussir dans la vie", (source

et texte complet sur le site de la Commission.

http://ec.europa.eu/education/news/20131119_fr.htm

En Europe, des budgets de l'éducation sous le sceau de l'austérité

La crise économique et les politiques d'austérité mises en place en Europe ces dernières années ont affecté les politiques d'éducation.

Selon une étude de l'Union européenne publiée en février portant sur 31 pays européens, 20 d'entre eux ont enregistré des coupes dans les budgets d'éducation en 2011 et/ou 2012 et la moitié d'entre eux ont gelé ou diminué les salaires des enseignants sur la même période.

Les exemples du Portugal, de la Grèce, de l'Espagne sont significatifs.

PORTUGAL

L'étude européenne conclut à une baisse d'environ 5% du budget de l'éducation en 2011 puis 2012.

Selon les statistiques officielles consultées par l'AFP, le nombre d'enseignants titulaires du primaire et secondaire est passé de 103.861 en 2010/2011 à 100.779 en 2011/2012. Le nombre d'enseignants sous contrat est passé de 35.976 à 28.730.

Les enseignants qui n'ont pas reçu d'affectation sont placés en disponibilité ou "horaire zéro". Ils continuent dans un premier temps à recevoir une partie de leur salaire mais s'ils ne retrouvent pas de poste, ils peuvent être licenciés. Le syndicat des enseignants, Fenprof, estime qu'entre 15.000 à 20.000 professeurs titulaires pourraient être licenciés.

GRECE

L'étude européenne estime à 19% la baisse du budget de l'éducation entre 2010 et 2011, 10% supplémentaire en 2012.

La chute du salaire des enseignants a débuté en 2010 avec une baisse de 12% à laquelle se sont ajoutées progressivement d'autres coupes dans le traitement de base

ou les primes conduisant à une baisse des revenus pouvant atteindre 45%, selon le syndicat des enseignants du second degré OLME.

Le secteur éducatif est l'un des plus concernés par le plan de restructuration de la fonction publique appliqué depuis le début de l'été. Ainsi, 2.500 enseignants de l'enseignement technique ont été mis en disponibilité avec 75% de leur salaire depuis fin juillet et une cinquantaine de spécialités de ces lycées ont été supprimées (aide-soignant, graphisme, coiffure....).

Quelque 2.250 gardiens d'école ont également été placés en disponibilité.

Quelque 6.000 enseignants identifiés en sur-effectifs dans les collèges et lycée sont également déplacés à partir de septembre vers le primaire ou des emplois administratifs, mais seuls 4.700 postes sont proposés par le ministère de l'Education.

ESPAGNE

Le gouvernement de Mariano Rajoy, arrivé au pouvoir à la fin 2011, est engagé dans un plan d'austérité historique de 150 milliards d'ici à la fin 2014.

Les coupes dans l'éducation ont atteint plus d'un milliard d'euros en 2012, en comparaison avec 2011, et durant l'année scolaire 2011-2012, il y a eu 3.000 professeurs en moins sur 494.000 enseignants, selon le ministère. De même, la réduction du budget de l'éducation a atteint 14% entre 2012 et 2013.

En Espagne, le taux d'abandon scolaire est de 25%, "le double de celui du reste des pays de l'Union européenne", selon le gouvernement. Près d'un jeune sur quatre (23,5%) entre 15 et 29 ans ne travaille ni n'étudie.

lalibre.be - AFP - 6 septembre 2013

Commission cherche citoyen européen

Comment intéresser les citoyens à l'Union européenne à l'approche des élections de mai 2014 ? Le contexte, on le sait, n'est guère réjouissant : au désintérêt chronique des citoyens pour les politiques européennes s'ajoute une montée de l'euroscpticisme, nourrie par la crise économique. Parade de la Commission, validée par les eurodéputés et les Etats membres : désigner l'année 2013 "année européenne des citoyens". Difficile cependant de mobiliser au-delà d'un cercle de convaincus, surtout quand le budget dégagé se limite à deux millions d'euros, soit la plus petite somme jamais allouée à une année européenne thématique.

Officiellement, l'opération a pour objectif de "sensibiliser davantage les citoyens aux droits et responsabilités attachés à la citoyenneté de l'Union". Les actions entreprises conjuguent campagnes d'information, conférences, débats et renforcement des outils de communication existants. C'est la commissaire en charge de la Justice, des Droits fondamentaux et de la Citoyenneté, la Luxembourgeoise Viviane Reding, qui est aux commandes. Mais les projets sont menés tant par les institutions européennes, nationales et locales que par des ONG, rassemblées pour l'occasion en une "Alliance pour l'année européenne des citoyens" (EYCA).

Initiative à épinglez : l'organisation de "dialogues citoyens" au sujet de l'avenir de l'Europe en présence de commissaires et d'autres responsables politiques. Depuis le début de l'année, 26 ont déjà eu lieu. De Dublin en Irlande à Ljubljana en Slovénie en passant par Bruxelles, entre 200 et 500 personnes en moyenne assistent aux rencontres selon les chiffres qui nous ont été fournis par la Commission. Fin juillet à Sofia, le public est venu tellement nombreux pour échanger avec le président bulgare Plevneliev et la commissaire Viviane Reding qu'il a fallu installer des écrans géants à l'extérieur de la salle

réservée. Dans ce pays en proie à des manifestations antigouvernementales quotidiennes depuis maintenant deux mois, les attentes de la population à l'égard de l'Union européenne sont grandes.

"Participez au débat"

"Une des choses qui m'a le plus frappée est que partout, les citoyens demandent plus d'Europe", témoigne la commissaire Viviane Reding. Seraient-ils tous devenus pro-européens ? Marie Dufrasne, chargée d'enseignement à l'Université Saint-Louis et spécialiste des politiques de communication de la Commission, avance une autre explication. "De nombreux citoyens sont certes en demande de plus de débats sur l'Europe. Mais ceux organisés tout au long de l'année européenne des citoyens ont relativement peu été relayés dans la presse généraliste. La Commission publie les informations via ses différents canaux de communication. Au final, le public est constitué de personnes qui travaillent dans les institutions, dans des organismes satellitaires ou qui sont déjà très au fait des questions européennes". La chercheuse salue quand même les efforts qui ont été faits pour que "cette fois, des commissaires et autres mandataires soient présents lors des débats".

Outre les dialogues citoyens, la Commission incite la population à s'adresser directement aux mandataires publics sur les réseaux sociaux et lors de consultations sur des orientations politiques spécifiques. Elle tente aussi de mieux promouvoir les points de contact "Europe Direct", qui permettent d'obtenir gratuitement une réponse à toute question en rapport avec l'Union.

Pour Marie Dufrasne, si "la politique de communication des institutions européennes s'est clairement améliorée", elle relève en même temps "toujours plus d'un marketing politique, avec des publics cibles, des grands slogans, des projets sans évaluation ni feed-back, restant souvent dans un auto-public".

L'objectif des dialogues citoyens n'a, par exemple, jamais été clairement énoncé. "S'agit-il d'informer, de faire rencontrer les institutions ou de promouvoir les politiques européennes ?", s'interroge-t-elle. La Commission prône la démocratie participative mais va rarement au bout de la logique. Il s'ensuit beaucoup de désillusion dans le chef des citoyens.

Une priorité politique ?

Du côté des associations, c'est surtout le budget dévolu à l'année européenne des citoyens qui fait réagir. Deux millions d'euros, c'est quatre fois moins que pour l'année 2011 du volontariat. Au niveau national, des subventions peuvent également être accordées mais elles sont loin de pleuvoir. "On est en droit de se demander si la promotion de la citoyenneté est vraiment une priorité politique", en conclut Anne-Charlotte Oriol, coordinatrice du réseau EYCA.

A la citoyenneté basée sur les droits individuels de séjourner et circuler dans le territoire de l'Union dont Viviane Reding fait la promotion, ce réseau associatif oppose par ailleurs une citoyenneté inclusive pour toutes les couches de la population, susceptible de peser sur l'élaboration des politiques. Des recommandations en ce sens seront remises aux décideurs politiques d'ici la fin de l'année.

Le prochain "dialogue citoyen" aura lieu le 13 septembre à Namur en présence de la commissaire Viviane Reding.

<http://europa.eu/citizens-2013/fr>

*lalibre.be Clémence Dumont,
3 septembre 2013*

Depuis cet article, les représentants de la Commission ont continué leur tournée de rencontre et le 17 octobre à Liège, c'est le Président José Manuel Barroso qui est venu à la rencontre des citoyens. Mais cela ne s'est pas passé aussi bien qu'il pouvait l'imaginer car chaque étape fut marquée par des contestations ou des revendications : au Campus universitaire du Sart-Tilman, c'est une délégation d'Arcelor-Mittal qui l'attendait; ensuite aux étudiants venus l'accueillir s'étaient mêlés des producteurs de lait mécontents. Dans l'auditorium bien nommé de l'Europe, bondé pour la circonstance, Barroso a développé un long plaidoyer pour l'Europe qui a certes rejoint les aspirations de certains, mais pas convaincu tout le monde. Il est alors descendu au centre ville où, après les moments officiels au Palais Provincial, et à l'Opéra, il a terminé sa journée au tout rénové Théâtre de Liège. Là, deux hommes très en colère ont manifesté leur opposition aux politiques de rigueur qu'incarne à leurs yeux la Commission, en jetant des œufs sur les invités. Ce geste et les pancartes que portaient d'autres mécontents démontrent une fois de plus que pour beaucoup de citoyens de l'UE, celle-ci est la cause de tous les maux au travers des économies et de l'austérité qu'elle impose. Ce ne sont pas les conférences-débats animées par les Commissaires, fussent-elles intéressantes et participatives, qui arriveront à casser cette image tellement négative. Mais, comme le rappelle P. Defraigne (p. 6) l'Europe a besoin de citoyens réveillés et engagés.

✍ T. Jamin

NOUVELLES DE L'ASSOCIATION

La section canarienne de l'AEDE : l'histoire d'un succès



En 1990, on inaugure un lycée public à Valle Jinamar, dans un quartier populaire et généralement qualifié de "difficile" de Las Palmas, la capitale de Gran Canaria. Son directeur est José Manuel Vega Perez. Ce défi n'est pas le premier qu'il relève et dès avant l'ouverture, son enthousiasme a dû se confronter aux résistances de certains lorsqu'il a souhaité appeler ce nouvel établissement "Europa".

Les Canaries, comme d'autres régions d'Europe et d'Espagne, comptent alors un certain pourcentage d'autonomistes ou d'indépendantistes. Ils se veulent Canariens et rien d'autre. L'Union Européenne incarne pour eux un "grand machin" qui empêchera, comme la péninsule peuplée de *los gotos* comme on dit ici, le développement libre et prospère des "îles fortunées".

J.M.Vega a un avis tout-à-fait opposé. A quel monde appartiennent-elles ? Certes elles sont intégrées au royaume d'Espagne depuis leur conquête au 15es. Mais situées bien au-delà de la Méditerranée, adossées à l'Afrique, connues surtout par des touristes étrangers qui n'en voient souvent que la plage et la piscine de leur hôtel, les Canaries risquent bien de ne pas pouvoir gérer leur destin si elles ne s'ancrent pas à un ensemble ambitieux et multifacettes. Elles éviteront ainsi la dépendance à l'égard de leur métropole et pourront se tailler une place spécifique. C'est dans un destin européen qu'elles trouveront leurs chances, pense J-M.Vega.

En même temps que le nouveau lycée est donc créée la section canarienne de l'AEDE espagnole. Son but essentiel est d'informer et de convaincre de

l'importance et de l'utilité de l'U.E. pour les îles. Le public-cible sera les professeurs bien sûr mais aussi les élèves, les parents, les directeurs.

L'action ne s'arrête toutefois pas aux portes des écoles car l'association se tourne vers les responsables des régions d'Espagne, les gestionnaires publics, les journalistes, les médias, les chefs d'entreprise, bref elle s'adresse à tous ceux que leur travail met en contact avec l'Europe, ses règlements, ses budgets, ses structures.

Le sujet des sessions est toujours à peu près le même "*les Canaries et l'Union Européenne*", la démarche également : 2 ou 4 jours de cours théoriques d'abord pour bien comprendre le contexte, voyage ensuite dans quelques pays de l'UE pour y rencontrer des représentants des grandes institutions et, - c'est là que chaque public trouve son profit - des personnes et des services travaillant dans le même secteur que les participants.

Dans les dernières années, suivant en cela le mouvement amorcé par l'U.E., l'AEDE-Canaries inaugure des partenariats avec l'Afrique et d'autres voisins géographiques, comme le Cap Vert et le Maroc en co-organisant des rencontres entre ministres de l'éducation, responsables d'institutions scolaires, professeurs et étudiants. Coopération, développement de la démocratie et compréhension de la dimension européenne sont au cœur de l'action.

Enfin, le staff n'hésite pas à donner ou organiser des conférences de vulgarisation, à écrire des articles dans des magazines, à publier des cartes blanches

dans les journaux pour diffuser sous les formes les plus variées l'idée européenne. L'efficacité et le sérieux de l'approche mise sur pieds lui valent d'intégrer les formations officiellement reconnues par le gouvernement et donc de pouvoir être valorisées dans le cursus professionnel des participants, ce qui représente évidemment un facteur attractif. On est bien dans un cercle vertueux.

La méthode, si elle suppose un gros investissement en temps et en personnes, si elle nécessite la recherche très volontariste de subventionnement divers (car la formation est gratuite pour les participants), porte ses fruits : avec 4000 membres, dont 750 en activité, l'AEDE-Canaries peut non seulement s'honorer d'être une des principales sections de notre mouvement, mais aussi se réjouir d'avoir atteint son but et de préparer l'avenir, en touchant régulièrement des jeunes par ses programmes.

Le nom de l'association est devenu synonyme de réelle expertise sur les sujets européens et rencontre ainsi pleinement les objectifs qui ont présidé à la création de l'AEDE internationale : promouvoir la

compréhension et la connaissance de l'Institution et développer la citoyenneté européenne. Cette réussite a été concrétisée par l'octroi du prix de citoyen européen en 2008.



Dans le prochain numéro, nous dialoguerons avec son président actuel José Manuel Vega, en orientant notre zoom sur sa vision d'ancien vice président de l'AEDE internationale.

✍ José Manuel Vega Perez & T. Jamin



ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS

A propos de l'ouvrage de Max Gallo, 1914, *le destin du monde*

A la veille des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, on voit apparaître les premiers signes de la lame de fond des publications consacrées à l'événement.

Il y en aura pour tout le monde et tous les goûts de la bande dessinée à l'étude scientifique pointue en passant par le roman historique. Dans cette dernière catégorie, il faut mentionner l'excellent et décapant *Au revoir là-haut* de Pierre Lemaitre, récent prix Goncourt 2013. A dévorer sans modération ! A (re)lire également la somme monumentale de Ken Follett, *Le siècle. 1. La chute des géants* (NDLR et le classique mais toujours très émouvant "*à l'Ouest, rien de nouveau*", de Erich Maria Remarque).

Mais qui dit foisonnement de publications diverses dit aussi qualité et intérêt variables. Comme on pouvait le craindre, quelques publications venues de nos voisins de l'Hexagone témoignent d'une connaissance assez ... imprécise des événements de la Première Guerre mondiale en Belgique.

On lira ci-dessous la recension critique de la dernière production de Max Gallo publiée par *La Libre* qui met en évidence quelques approximations dans la description du début du conflit dans notre pays d'août à octobre 1914...

Heureusement, il y a des publications mieux documentées. Voici quelques pistes non exhaustives pour ceux qui veulent aller plus loin en consultant des ouvrages de référence de qualité sur le conflit dans notre pays ou ses traces mémorielles.

L'étude de Sophie de Schaepdrijver, *La Belgique et la Première Guerre mondiale* (PIE-Peter Lang 2004) est essentielle pour

approcher et cerner les spécificités de l'expérience de guerre belge. Petit pays entraîné malgré lui dans la guerre, pays dont la neutralité a été violée, pays envahi qui ne connaît que le front et les territoires occupés, la Belgique a vécu la guerre différemment des autres belligérants. Car elle connut, non seulement l'horreur des tranchées, mais aussi les boucliers humains et les massacres de quelque 6000 civils en août 1914, la destruction de plusieurs villes et les déportations de main-d'œuvre en 1916, la misère, la faim et le pillage systématique en pays occupé, mais aussi la première aide internationale alimentaire de toute l'histoire de l'humanité. Seul pays sur le front occidental à être quasi totalement occupé, la Belgique apparaît *a posteriori* comme un véritable laboratoire, conscient ou non, des pratiques de violences extrêmes, y compris contre les civils, qui caractériseront l'ensemble du 20e siècle.

Les violences de guerre qui ont émaillé l'invasion allemande de la Belgique et du Nord de la France sont remarquablement étudiées dans la synthèse de John Horne et Alan Kramer, *1914. Les atrocités allemandes* (Tallandier, Paris, 2005 - 2011 pour l'édition de poche dans la collection Texto).

Le « beau livre » de Dominique Nahoé et Daniel Conraads, *Sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du patrimoine*, publié récemment par l'Institut du Patrimoine Wallon constitue un bon point de départ pour aller à la découverte des nombreuses traces mémorielles du conflit subsistant sur le territoire wallon.

Citons également le guide « *Paroles de pierres. Traces d'histoire* » consacré aux lieux de mémoire des deux conflits mondiaux dans notre pays. Cette publication de la cellule de coordination pédagogique

Démocratie ou barbarie (Fédération Wallonie-Bruxelles) est mise gratuitement à la disposition des enseignants sur simple demande (dob@cfwb.be).

Dans les témoignages de combattants belges, on peut retenir notamment le « classique » de Max Deauville, *Jusqu'à l'Yser* (De Schorre, 2013).

Enfin, il faut mentionner les nombreuses publications (existantes ou à venir) des provinces, communes ou offices du tourisme qui proposeront des informations sur les événements et les traces et qui seront référencées sur le site officiel des commémorations.

www.commemorer14-18.be

✍ P. Plumet

Quand Max Gallo récidive... approximativement Ses "imperfections" irritent toujours le CI e.r. Fernand Gérard...



"Qui trop embrasse mal étreint?"

Le colonel-ingénieur en retraite liégeois Fernand Gérard est un passionné d'Histoire qui estime que celle-ci

doit avoir ses droits. C'est ce qui avait déjà amené cet ancien gradé de l'armée belge à réagir avec quelque force en 2010, comme le rapporta à l'époque "La Libre", à un livre du prolifique écrivain romancier français Max Gallo, intitulé "1914, de l'abîme à l'espérance".

Dans une lettre à l'auteur, restée à ce jour sans réponse, il n'avait pas caché son désarroi face au nombre incroyable d'erreurs historiques "pour tout ce qui concernait les événements se déroulant en Belgique". Citons, pêle-mêle, les lâchers de parachutistes sur les forts hollandais et belges, la soi-disant sympathie pro-nazie de Léopold III, l'occupation des forts liégeois par les Allemands, la capitulation de l'armée belge le 26 mai - c'était le 28 !, voire encore Brûly-de-Pesche, Q.G. d'Hitler tout provisoire que Gallo situait en France...

Pour Fernand Gérard, le nouveau livre de Max Gallo, "1914, le destin du monde", n'est pas moins approximatif, et il est d'autant plus irrité que l'académicien français n'accuse pas le moindre accusé de réception, ce qui l'a amené à interpeller aussi Hélène Carrère d'Encausse, collègue de Gallo au Quai Conti.

"Le drame est que l'auteur nous remet ça sans la moindre vergogne, ni respect pour ses lecteurs !", déplore Fernand Gérard qui a soumis une liste de ces "imperfections" au Cercle des Officiers retraités de Liège.

"Leur verdict est on ne peut plus péremptoire : ses écrits - concernant les, je cite, survivants de l'armée belge et le souverain réfugiés en France - ont suscité une très juste indignation. Pour le reste, ils ont déclenché l'hilarité générale par des affirmations aussi invraisemblables que fantaisistes et surtout erronées !"

Une liste non exhaustive

Et Fernand Gérard de nous dresser une liste non exhaustive en émettant l'espoir que la médiatisation fera - enfin - réagir l'auteur français...

Fernand Gérard réfute ainsi le fait que les soldats allemands seraient entrés en train en Belgique : "Le 4 août 1914, le groupement allemand, chargé de l'attaque brusquée contre Liège et commandé par le général von Emmich, comprenait six brigades, trois divisions de cavalerie, des unités d'obusiers, soit 55000

hommes. Ces troupes allemandes n'ont nullement franchi la frontière en train ! A 8 heures, les premiers Uhlans ont pénétré en Belgique et ont été pris sous le feu d'un détachement du 2e Régiment de Lanciers à Thimister; Antoine Fonck fut le premier soldat belge tué par l'ennemi."

Le colonel Gérard dément aussi une assertion de Gallo à propos des mitrailleuses belges à Liège : "La 3e Division belge chargée de la défense de Liège ne possédait que 30 mitrailleuses. Les pertes allemandes furent principalement causées par l'artillerie des 12 forts entourant la ville. Ce dont attesta dans son ouvrage "La grande guerre, Liège-Namur", Marschall von Bieberstein, ancien officier de liaison à l'état-major de la 14e Division d'infanterie allemande.

A propos de la prise de Liège

L'historien liégeois s'en prend aussi à l'affirmation de Gallo à propos des "obusiers Bertha seuls capables de briser les murs des forts de plusieurs mètres d'épaisseur". "C'est encore inexact ! Deux obusiers de 420 mm 'Grosse Bertha' n'ont détruit que les forts de Pontisse et de Loncin. Les dix autres forts liégeois ont été écrasés par l'artillerie lourde allemande, principalement par les obusiers de 210 mm".

Fernand Gérard dit aussi son ire à propos de la "prise de Liège le 7 août." "C'est vrai que le général Ludendorff est parvenu à s'infiltrer entre les forts d'Evegnée et de Fléron pour entrer dans Liège, mais à cette date, les douze forts résistent toujours et interdisent toute progression allemande vers l'ouest de la ville; le dernier fort liégeois ne tombera que le 16 août." Et de rappeler à Max Gallo que dès "le 7 août 1914, la Croix de Chevalier de

la Légion d'Honneur a été conférée à la ville de Liège, première ville hors de France à être honorée de cette haute distinction, et qu'en 1925, Liège a été choisie par la Fédération internationale des Anciens Combattants comme lieu d'édification du monument interallié en tant que première ville à s'être opposée farouchement aux armées du Kaiser".

Quelle grossière erreur !

La colère de Fernand Gérard remonta d'un cran en lisant qu'après la chute d'Anvers, "les survivants de l'armée et le Souverain se sont réfugiés en France". "Mais quelle grossière erreur ! Après Anvers, l'armée belge, commandée par le roi Albert, s'est repliée sur une ligne de défense derrière l'Yser avec quatre Divisions d'infanterie et une Division de cavalerie. Elle y poursuit la guerre aux côtés des Alliés. Il est vrai que trois arsenaux belges se sont établis à Calais et Sainte-Adresse, participant ainsi à la fabrication et aux réparations du matériel français et belge. Mais jamais, Albert, Elisabeth et l'armée belge n'ont voulu se réfugier en France ! En 1918, l'armée belge compte, notamment, douze Divisions d'infanterie, une Division de cavalerie, un groupement d'artillerie d'armée; elle participe avec les Alliés à la grande offensive victorieuse contre l'Allemagne. On est loin des "survivants réfugiés en France..."

Le colonel Gérard a ajouté à son courrier à Max Gallo divers témoignages de "grands Français" à propos de la manière dont eux avaient vu l'engagement belge, tant royal que militaire...

La conclusion du militaire retraité mais très éveillé historiquement ? "La partie de votre livre relative à la Belgique constitue une relation erronée des faits, se situant aux antipodes du travail d'un historien rigoureux et soucieux de la vérité..."

lalibre.be, Christian Laporte,
12 août 2013

Histoire de l'Afrique, Histoire du Congo, Histoire de Belgique

Tout ce qui touche, tout ce qui a touché l'ancienne colonie belge fait en quelque

sorte partie de notre Histoire. C'est bien pourquoi nous avons jugé intéressant et

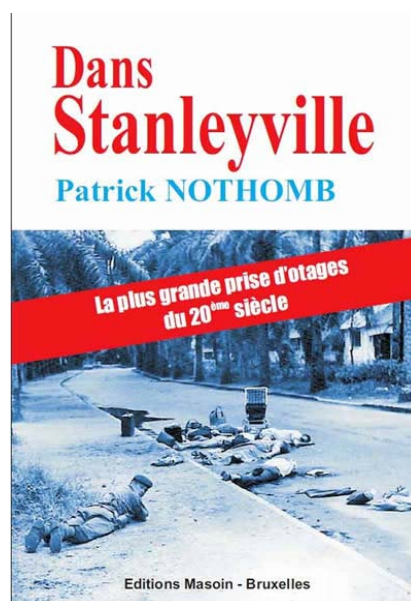
important de rappeler la prise d'otages à Stanleyville en 1964, qui se termina heureusement par l'intervention des paras belges et la libération des otages. L'occasion qui s'est présentée à moi fut une conférence donnée par Patrick Nothomb en novembre dernier, à laquelle j'ai assisté et qui m'a, à vrai dire, passionné. En deux heures de temps, il a résumé avec talent et en ménageant le suspense quatre mois d'événements dramatiques dont il a été le témoin direct, quatre mois pendant lesquels il a joué un rôle capital. Son ouvrage, témoignage de ces événements, intitulé « **Dans Stanleyville - La plus grande prise d'otages du 20^{ème} siècle** », a été réédité en 2011, la première édition datant de 1993.

Patrick Nothomb, né le 24 mai 1936, a donc 28 ans lorsqu'il débarque à Stanleyville, aujourd'hui Kisangani, le samedi 1er août 1964. Il y a été envoyé par l'ambassadeur de Belgique à Léopoldville, le comte de Kerchove de Denterghem, pour y diriger le consulat en attendant l'arrivée du nouveau consul. Il n'est donc qu'un tout jeune fonctionnaire d'un rang subalterne dans la « Carrière ». La rébellion muleliste pro-Lumumba avait occupé tout l'est du pays, mettant tout à feu et à sang. Le 5 août exactement, Stanleyville tombe aux mains des rebelles, qui prennent en otage la totalité de la population européenne, environ 1.500 hommes, femmes et enfants, séquestrent et menacent de mort les ressortissants belges. Cette prise d'otages se termine le mardi 24 novembre 1964 grâce à l'arrivée des paras belges. Mais cette libération aura quand même coûté la mort de civils innocents.

Ce sont ces quatre mois d'angoisses, de palabres, de négociations avec les rebelles que raconte l'auteur. Il a choisi de présenter les événements sous la forme d'un journal. Pourquoi ? Je cite l'auteur : « *Ce récit sera basé avant tout sur le journal que je tins de la nuit du 6 août au 26 octobre 1964, veille de l'emprisonnement des Belges – et sur les souvenirs tout frais de notre emprisonnement – je les jetai sur papier dès*

mon retour en Belgique. Le journal fut, pendant mon incarcération, divisé en lots que des amis français cachèrent sous des fauteuils ou dans des oreillers. La tempête passée, l'essentiel – et même plus – en fut retrouvé. »

Voici ce qu'écrit dans la préface Alfred Cahen, ambassadeur de Belgique en France : « *'Dans Stanleyville' constitue un témoignage étonnant à propos d'événements*



incroyables, décrits et analysés avec une verve, une profondeur, une sincérité et une véracité remarquables. Nous avons affaire ici à un récit d'une authenticité totale, conçu dans le tourbillon même de la tourmente, et qui colle littéralement aux réalités. C'est dès lors un document essentiel pour l'histoire de notre temps et, bien sûr, d'abord pour celle de l'Afrique. Voilà un livre fort, beau et grand. Un livre d'humour et de courage, d'optimisme et d'espoir, de foi dans l'homme et dans l'humanité... Car ce qui domine dans l'ouvrage, c'est la dimension humaine et la confiance dans l'être humain.»

Ce qui m'a épaté dès l'abord, c'est le sang-froid, le cran de ce jeune Patrick Nothomb, qui n'hésite pas, malgré son âge, à s'autoproclamer « Consul Général de Belgique » à Stanleyville, et ce, pour en imposer aux rebelles, qui se méfient de ce « jeunet », à négocier avec eux, à réussir à maintenir un climat de confiance avec certains d'entre eux, alors que des excités veulent massacrer « du blanc ». Il a véritablement « sauvé la situation ».

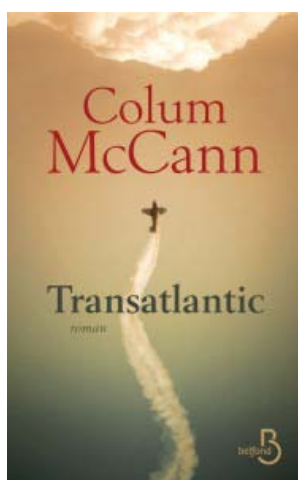
Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères à cette époque, a écrit de ce livre : « *Le Consul de Belgique à Stanleyville, le jeune Patrick Nothomb, dont l'attitude fut courageuse, digne d'éloges à tous égards, a raconté, dans le détail, l'odyssée de quinze cents civils blancs faits prisonniers par Gbenye puis considérés comme otages, battus, humiliés et menacés de mort* ». Il faut savoir qu'à son retour à Bruxelles après ces événements Patrick Nothomb a pu garder le titre qu'il s'était octroyé avec culot, devenant ainsi le plus jeune Consul général de Belgique.

Ce livre a été interdit de publication pendant 28 ans par le Ministère des Affaires étrangères belge pour des raisons diplomatiques : il ne fallait pas heurter le régime du Congo-Zaïre de Mobutu. C'est finalement le ministre Willy Claes qui donnera l'autorisation en 1993. Épuisé rapidement dès sa parution, il corrige dans la présente réédition quelques détails de l'édition originale, bénéficie d'index supplémentaires et s'est enrichi de documents et photos en couleur et noir et blanc.

Dans Stanleyville - La plus grande prise d'otages du 20^{ème} siècle, Patrick Nothomb, Éditions Moin, Bruxelles 1993, 2011 pour la présente édition.

✍ B. Guillaume

Embarquer dans *Transatlantic*, c'est entamer une traversée bousculée où le point d'arrivée n'est pas celui qu'on croit, les passagers varient et l'époque semble tout aussi voyageuse. Dans ces courses, vous vous perdrez peut-être un peu et pourtant, vous sentirez à tout moment que le capitaine connaît bien son affaire. *Transatlantic* est en effet un roman rigoureusement construit où chaque



chapitre a été mûrement pensé pour être là, à cet instant, tels des pièces de puzzle qui peu à peu vont dessiner le sujet.

Transatlantic raconte plusieurs allers-retours entre l'Irlande et l'Amérique, une sorte de zig zag que parcourent des figures historiques bien réelles et des personnages de fiction. Difficile de savoir immédiatement quelles sont leurs importances respectives, d'ailleurs !

Alcock et Brown, deux pionniers de l'aviation qui s'attaquent à l'Atlantique en 1919, Frédéric Douglass, un affranchi noir qui vient plaider la cause de l'abolitionnisme en Irlande en 1845, George John Mitchell, un médiateur qui pilote avec doigté les négociations de paix entre catholiques et protestants dans l'Irlande de 1998, voici pour l'Histoire.

D'abord simples éléments du contexte, les protagonistes sortis de l'imagination de l'auteur s'imposent au fil du récit. Ce sont toutes des héroïnes, des femmes de courage et de dignité. Lily, Emily, Lotti et Hannah n'ont pas choisi ou reçu une ligne de vie tranquille mais elles avancent, tombent, se relèvent et ce sont elles finalement qui lanceront les ponts et tisseront les liens entre les hommes et les continents.

Je l'ai dit en commençant, c'est un ouvrage complexe, avec pas mal de personnages dont on met un certain temps à réaliser les filiations, des changements d'époques et de décors aussi mais l'élaboration est très aboutie: complexe donc mais pas touffu ni désordonné.

Outre la qualité humaine de ses personnages et l'intérêt des pans d'histoire qu'il déploie pour nous, McCann m'a surtout séduit par le talent qu'il montre dans ses descriptions. On a souvent entendu parler du mildiou qui frappa la culture de la pomme de terre en Irlande au milieu du 19^{es}, l'épouvantable famine qui en résulta et l'immigration massive qui sembla, pour les survivants, la seule issue. Le savoir est une chose. Y pénétrer, grâce aux tableaux d'une prenante densité que brosse l'auteur, est tout autre chose et on n'en sort pas indemne.

Même impression d'être au cœur de l'action pour la traversée en coucou ouvert

à tous les vents de nos deux aventuriers. Ce que je connaissais de ces *merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines*, une bonne dose d'audace et beaucoup d'humour, s'est transformé en une admiration éperdue pour ceux qui, dans des conditions matérielles et techniques incroyablement difficiles, ont ouvert la voie à l'Aéropostale et changé un engin de guerre en un symbole d'amitié entre les peuples.

On peut aussi évoquer les drames de la guerre de Sécession et ses blessés innombrables à secourir sans moyens, l'étonnant travail de réalisation des pains de glace dans un lac proche du Canada, lorsque la mode arrive de servir boissons et entremets refroidis, le détricotage de la haine multiséculaire entre catholiques et protestants, composée de milliers de points de brimades, d'humiliations, de vengeances, de spoliations et d'explosions : autant d'histoires et d'Histoire que l'auteur nous partage avec une très riche palette de mots dont il faut aussi créditer l'excellent traducteur. Au plaisir de la lecture peut ainsi s'ajouter l'usage en classe de quelques très bons extraits à analyser au cours d'histoire sans doute mais aussi dans n'importe quelle activité qui voudrait proposer à nos ados des portraits de "belles personnes".

Donc lorsque la neige recouvrira vos pelouses, que le sapin se dressera dans l'angle du living, que vous bénirez le chauffage central et vos triples vitrages, cet excellent (et imposant) roman vous fera revivre des instants d'épopée ... intimiste et humaniste, un paradoxe qu'il faut oser explorer.

✍ T. Jamin

Deux extraits pour découvrir l'ambiance du livre

1919 - dans la nuit, la pluie puis au fur et à mesure que l'avion monte, la neige, les deux pionniers avancent à l'estime, dans un ciel complètement bouché.

Braquant sa torche autour de lui, Brown s'aperçoit que la neige s'accumule sur les entrées d'air du carburateur. Aïe. Il faut pouvoir contrôler le débit. Et cette manœuvre, il la connaît, ô combien dangereuse: décrocher

sa ceinture, escalader le bord du fuselage. Seulement, il n'a jamais fait ça par ce temps. Il le faut pourtant. A neuf mille pieds au-dessus de l'océan. Fou à lier, non ?

Il observe un instant Alcock alors qu'ils traversent de légères turbulences. Garde bien ton palier, toi. Pas la peine de lui dire



maintenant que, moi non plus, je ne sais pas nager. Ca ne le ferait peut-être pas rire.

Brown ajuste ses gants, ses oreillettes, remonte l'écharpe au-dessus de sa bouche. Un élan dans la jambe gauche (NDLR durant la 1ère guerre, il avait reçu un éclat d'obus qui était resté en place). Le genou droit dehors. Il s'arrime à l'entretoise et se hisse contre le vent. Le froid agit comme un chloroforme. Une rafale le repousse. La neige lui ronge la peau. La combinaison trempée colle à son cou, son dos, ses épaules. La morve lui coule du nez et se fige aussitôt. Le sang reflue de son corps, ses doigts, son cerveau. Les cinq sens s'évanouissent (...)

La photo a été prise avant le décollage. (source <http://www.lausch.com/alcock.htm>)

1845 - le conférencier américain et son hôte découvrent en traversant le pays dans une voiture tirée par deux chevaux les conséquences de la terrible famine.

Ils s'enfoncèrent dans le Sud, franchirent la Barrow, tournèrent au mauvais endroit. Pays sauvage de clôtures brisées, châteaux en ruine, longs marécages, reliefs boisés. Le feu de tourbe dans les cabanes, la fumée âcre et fine. Les silhouettes qu'ils aperçurent sur les chemins boueux, leurs guenilles plus alertes que leurs corps. Les familles qui les contemplaient, les enfants dans l'étau de la faim.

Une hutte brûlait au bord de la route. La fumée semblait s'élever de terre. Dans les champs, entre deux arbres rabougris, des hommes étudiaient le lointain telle une fatalité. L'un d'eux avait la bouche barbouillée d'une mousse noirâtre - comme s'il avait mordu dans

l'écorce. Impassible, il regarda la voiture s'éloigner, puis leva sa canne, se disant lui-même adieu. Son chien hésitant derrière lui, il traversa le champ en titubant. Ils le virent tomber à genoux, se redresser, recommencer à l'infini. Une jeune femme brune cueillait des baies dans les taillis: sa robe était maculée de rouge comme si elle les vomissait l'une après l'autre. Elle leur fit un sourire édenté, n'avait plus que les mâchoires, répétait quelques mots en irlandais, une manière de prière.

Douglass saisit le bras de Webb qui, très pâle, se retenait peut-être de vomir. Il resta silencieux. Une odeur de pourri flottait sur la campagne. La terre avait été retournée. Le mildiou certainement.



On ne récolterait pas de pommes de terre.

- C'est tout ce qu'ils mangent, dit finalement Webb.

- Pourquoi ?

- Parce qu'ils n'ont rien d'autre. Ils comptent sur nous pour le reste.

(Monument commémoratif à Dublin : www.photos-voyage.com/dublin-7.htm)

Exposition Toulouse-Lautrec au château de Waroux - jusqu'en juin 2014

Dans la banlieue de Liège se situe un centre d'expositions pédagogiques important, il s'agit du Château de Waroux. A proximité du nœud autoroutier de Loncin, il est facilement accessible et, depuis plusieurs années, présente des œuvres de qualité de manière toujours dynamique. Des animations spécifiques pour les écoles sont prévues auxquelles sont aussi conviés les petits des débuts de primaires, voire même les maternelles, ce qui n'est pas courant.

Miro, Rodin, Rops, Folon, Dali, Matisse, Magritte, Chagall, le surréalisme, l'impressionnisme et les femmes ont déjà été à l'affiche les années précédentes.



Le cadre lui-même est exceptionnel comme le montre la photo figurant sur leur site. C'est une demeure médiévale, avec un donjon à base carrée et une muraille circulaire en silex, forme peu répandue chez nous. Il date des environs de 1300 et son nom évoque la guerre entre les deux grandes familles des Awans et de Waroux durant le 13es.

Classé au patrimoine exceptionnel de Wallonie, il est la propriété de la commune d'Ans et mérite à lui seul le déplacement.



L'exposition-événement sur Toulouse-Lautrec rassemble une centaine de dessins, croquis, esquisses, lithographies originales et affiches de l'artiste dont on fête le 150e anniversaire de la naissance.

Le parcours s'intéresse au monde de Toulouse-Lautrec, à ses sujets de prédilection et aux multiples rencontres qui ont jalonné sa carrière, à Paris. (...) Il y découvre le quartier de Montmartre et ses divertissements. Son atelier se situe près des boulevards de Clichy et de Rochechouart où fleurissent cabarets et cafés concerts. Ses soirées nocturnes et ses déambulations sur la Butte le conduisent au Moulin Rouge, au Chat Noir, au Moulin de la Galette, aux Ambassadeurs ou au Mirliton. Toutes les personnalités qui composent la bohème parisienne de l'époque s'y retrouvent. L'exposition présente ainsi tout le monde de Toulouse-Lautrec, depuis Aristide Bruant, le chansonnier jusqu'à la danseuse vedette du Moulin Rouge La Goulue, en passant par Jane Avril ou Yvette Guilbert notamment." Sur le site dont viennent le paragraphe précédent et les illustrations, on peut télécharger un dossier pédagogique de 26 pages et ainsi préparer la visite de même que le suivi, car il regorge d'idées pour prolonger les découvertes et explorer divers aspects de la société et de l'art de la fin du 19es.

<http://www.chateaudewaroux.be/website/index.php/pour-les-ecoles>

✍ T. Jamin

Inde : mystère et fascination

Le musée des Beaux-Arts de Bruxelles présente les deux expositions phares du Festival Europalia-Inde. Nous nous y sommes rendus le samedi 24 novembre.

La première : CORPS DE L'INDE nous permet de contempler des chefs d'œuvre provenant de divers musées indiens : sculptures, poteries, textiles, bijoux, peintures, objets de la vie quotidienne. L'originalité de cette



exposition est de mêler les époques : le plus ancien côtoie le contemporain.

Le corps y est omniprésent.

Corps à la fois sujet artistique, mais aussi médium utilisé à travers les temps pour exprimer les valeurs, les aspirations, les craintes et les questionnements universels de l'homme.

Corps sacrés, protecteurs, apaisants ou menaçants de la représentation divine. Corps beauté, sensuels exprimant volupté et plaisir.

Corps pureté, miroirs de l'abstinence et de l'ascétisme.

L'exposition nous montre la multiplicité et la richesse de la culture indienne, ses emprunts et fusions avec celles des envahisseurs, ses interférences religieuses, sociales et géographiques. Dès l'entrée, ce foisonnement nous dérouté, tant la pensée indienne est loin de nos concepts occidentaux.

Pour moi, qui suis venue sans connaissance de l'Inde, sans préparation, le choc a été assez brutal et je me suis vite perdue. Et la présence d'une guide éclairée n'y a rien changé, qui nous déroule à un rythme accéléré morceaux d'histoire, de religions, de philosophie.

Noyée dans les explications, désorientée par les noms aux consonances étranges qui, à peine prononcés, désertaient ma mémoire, je l'avoue, j'ai décroché en milieu de parcours et me suis réfugiée dans la contemplation des miniatures mogholes, fascinée par la précision de la technique et la pureté du dessin.

La deuxième : INDOMANIA - DE REMBRANDT AUX BEATLES nous montre la fascination que l'Inde a toujours exercée sur les Occidentaux. Pas toujours compris, mêlant admiration et rejet,



la culture indienne et son art se sont vus appropriés, transformés, réinterprétés pour satisfaire le goût d'exotisme des Européens.

Et ce, depuis le XVI^e siècle avec l'arrivée en Inde des premiers Portugais, suivie par la création de la Compagnie Britannique des Indes et la colonisation.

Les regards posés sur l'Inde évoluent et imprègnent tous les secteurs de l'art : dessin, peinture, sculpture, danse, musique, mais aussi photographie, cinéma et architecture.

L'exposition nous permet ainsi de voir l'influence indienne à travers l'œuvre de grands artistes occidentaux. De plus, pour le compte d'Europalia-Inde, deux artistes actuels se sont rendus en Inde pour s'imprégner du pays et en ramener leurs créations.

Que retenir de cette journée ?

Je crois que pour aborder une autre culture, surtout si éloignée de la nôtre, il faut s'y préparer.

Je ne l'ai pas fait et du coup, je n'ai pas pu apprécier à sa juste valeur l'immense richesse de la culture indienne que cette exposition nous invite à explorer.

Je pense que, pour découvrir l'autre, il faut que chacun fasse une partie du chemin.

✍ M-C. Sour

Certaines d'entre nous, s'étant rendues en Inde en Février/mars 2013 et ayant préparé ce voyage durant plusieurs mois, ont pu durant cette visite au Bozar, un peu mieux apprécier cette exposition d'une culture absolument différente de la nôtre.. Ce fut une découverte artistique et spirituelle que nous n'oublierons jamais.

✍ M-T. Rostenne



Le président du Parlement européen rencontre des élèves

Le président du Parlement européen Martin Schulz a rencontré lundi à Eupen près de 300 élèves de rhéto scolarisés en Communauté germanophone. À l'initiative du député européen Mathieu Grosch, il s'est rendu à l'Athénée royal d'Eupen. L'avenir de l'Europe était au centre des discussions. "Avec Martin Schulz, nous avons insisté sur l'importance de l'Europe. L'Europe représente 7 % de la population mondiale, il est donc difficilement imaginable qu'un pays ou une région soit plus à même de relever seul d'importants défis", a indiqué Mathieu Grosch à l'issue de la visite. Après cet exposé, les élèves ont posé leurs questions au président du Parlement européen. "Tous les aspects de l'Europe ont été abordés, qu'il s'agisse de l'Europe sociale, des relations entretenues avec les USA à la suite des scandales des écoutes téléphoniques, de la crise financière...", a expliqué le député européen.

Gazette de Liège, Bruno Boutsen 19 novembre 2013